



La Tunisie et la FAO

Soutenir le potentiel de l'agriculture pour un développement durable, résilient et inclusif

La coopération entre la FAO et la Tunisie est axée sur l'appui aux politiques agricoles et contribue au renforcement des capacités nationales dans ce secteur. L'expertise fournie porte sur la gestion durable des ressources naturelles, notamment les ressources hydriques, la promotion de bonnes pratiques agricoles, la protection de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et une meilleure résilience grâce à un soutien fourni aux organisations professionnelles agricoles et aux populations vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, afin de faire face aux nouveaux défis et lutter contre la pauvreté. La Tunisie accueille en outre le bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord.

Appui aux priorités de développement de la Tunisie

L'assistance de la FAO est définie par le Cadre de programmation par pays 2016-2020 (CPP) qui s'articule autour des cinq domaines prioritaires suivants:

- **Promotion des systèmes de production agricole, renforcement de leur compétitivité et assurance de leur durabilité.** La FAO appuie les filières stratégiques dont l'huile d'olive, le lait et les céréales par le développement d'approches intégrées, inclusives et participatives, ainsi que le renforcement du dialogue entre les différents acteurs. Cela inclut le soutien aux Organisations Professionnelles Agricoles et la lutte contre les maladies animales et végétales transfrontalières.
- **Promotion de l'agriculture familiale et renforcement de son rôle dans le développement rural.** Le soutien à la petite agriculture familiale est focalisé sur l'appui à la création de microentreprises en milieu rural. Dans ce cadre, la FAO a fourni une « assistance d'appui au développement de la petite agriculture ».
- **Développement des ressources naturelles, et pérennisation et atténuation des impacts du changement climatique.** Cela concerne la gestion intégrée et durable des ressources naturelles, y compris

forestières, pastorales et halieutiques. Cela inclut aussi un appui à la promotion de l'agriculture pluviale et de l'agro écologie face au changement climatique. Enfin, il s'agit de promouvoir les ODDs et l'Accord de Paris dans les programmes nationaux.

- **Promotion et diffusion des connaissances dans le secteur agricole.** Cela inclut l'appui au développement des modèles opérationnels de chaînes de valeurs et de transfert de l'innovation, ainsi que la promotion des plateformes de diffusion et de partage des connaissances.
- **Amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.** La FAO a fourni un appui à la restructuration du secteur pour une meilleure gouvernance. Un appui a été également fourni afin de conduire le premier recensement général de l'agriculture et effectuer l'inventaire forestier, pastoral et oléicole.

Le CPP est entièrement aligné sur le cadre d'aide au développement des Nations Unies pour la Tunisie (2015-2019) qui contient les trois piliers suivants: gouvernance démocratique, une économie inclusive, durable et résiliente et une protection sociale et un accès équitable à des services sociaux de qualité.

CONTACTS

M. Philippe Ankers

Coordinateur de la FAO pour l'Afrique du Nord
Représentant de la FAO en Tunisie
Représentation de la FAO
Immeuble Zénith, rue du Lac Winnipeg, Les Berges du Lac 1,
Tunis, Tunisie
Tél: +216 71 909182
Courriel: FAO-SNEA@fao.org / FAO-TUN@fao.org



Promouvoir la diversification rurale en améliorant l'emploi et la mobilité des jeunes

Financé par la Coopération Italienne et coordonné par la FAO, ce projet a été mis en œuvre en étroite collaboration avec l'Agence de Promotion des Investissement Agricoles du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Halieutiques et de la Pêche. Il répond à une priorité nationale, celle de l'emploi des jeunes et de la migration. Avec une grande proportion des jeunes (environ 35 pourcent) vivant en milieu rural, réduire le chômage des jeunes est une des priorités du gouvernement.

La migration interne et externe est un phénomène qui a un rapport direct avec le chômage et le sous-emploi des jeunes. Compte tenu du potentiel d'emploi que représente le secteur agricole en Tunisie, la FAO a conduit des activités visant à la promotion de l'emploi dans ce secteur en réduisant les causes profondes de la migration.

Au total, 50 propositions de projets agricoles de jeunes femmes et hommes sans emploi et des organisations de jeunesse ont ainsi été sélectionnés. Les critères retenus étaient le lancement de projets innovants avec un fort potentiel de création d'emplois et l'engagement de la diaspora tunisienne dans l'investissement agricole.

Une équipe de 9 accompagnateurs agricoles reconnus par le gouvernement a été mobilisée afin de guider la mise en œuvre des projets retenus tout au long de leur cycle d'activités et soutenir la durabilité des nouvelles entreprises. 140 jeunes ont bénéficié d'opportunités d'emploi directes et au moins 200 d'emplois indirects. Plus d'une vingtaine de projets, soit la moitié, ont obtenu un soutien financier de la diaspora. La création de ces petites entreprises agricoles permet ainsi d'accéder à un travail décent.

Intégration des femmes au sein des chaînes de valeur agro-alimentaire de la filière palourde

Il s'agit de la première initiative de commerce équitable en Tunisie appuyée par la FAO visant au renforcement de la sécurité alimentaire des femmes collectrices de palourde. Plus de 4 000 femmes en Tunisie travaillent comme collectrices de palourdes. Celles-ci sont réparties sur 14 zones de production.

Le Sud de la Tunisie, dans le Golfe de Gabès, est la principale région productrice de la palourde.

La chaîne de valeur de la palourde dans le pays se caractérise par une participation écrasante des femmes en amont de la filière alors qu'en aval, ce sont les hommes qui dominent les opérations. La pratique de cette pêche artisanale se fait dans des conditions précaires, difficiles et éprouvantes sur le plan sanitaire, avec un très faible rendement pour les femmes.

La palourde est très prisée sur le marché Européen. Or, celle-ci est achetée à environ 5 DT/ kg auprès de ces femmes, pour être commercialisée 10 fois plus cher sur le marché Européen. Grâce à son intervention, la FAO a ainsi œuvré pour atteindre des objectifs en réponse directe avec les besoins des femmes. Il s'agit de couvrir leurs besoins de renforcement de compétences, de bien-être, de suivi sanitaire, ainsi que de leur besoins organisationnels et stratégiques d'accès aux marchés internationaux pour une amélioration significative de leurs revenus.

Plus de 400 femmes ont bénéficié d'un tel soutien dans des domaines annexes, ceci en dehors de la saison de collecte officielle à savoir, les techniques de broderie, la fabrication et tissage de filets de pêche, la gestion administrative et financière des Organisations Professionnelles, des formations sur les droits des femmes, le commerce équitable et l'importance de la labellisation dans l'amélioration de leurs revenus.

Plus de 25 femmes ont aussi été formées pour la création de petits projets et la valorisation de l'économie sociale et solidaire en partenariat avec l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI).

Enfin, 200 femmes collectrices ont été accompagnées afin d'adhérer à la protection sociale nationale et un contrat pour une période de 5 ans sur le Commerce équitable a été signé en juillet 2016 entre l'Association de Continuité de Génération, le Centre de Purification et d'Exportation (CPE) et une société Italienne « PESCA PRONTA ».

«Créer des opportunités de travail décentes pour atténuer les causes profondes de la migration des jeunes tunisiens »

Directeur-général de la FAO

